

# Quoi de neuf Outre- Rhin ?

Une sélection de  
l'actualité allemande

03. – 10.04.2024

**Défense : un groupe préparatoire en route pour la Lituanie.** Lundi 8 avril, un premier groupe de soldats allemands s'est rendu en Lituanie dans le but de préparer l'installation prochaine d'une brigade de la Bundeswehr dans le pays balte. Initié dans le cadre du renforcement du flanc Est de l'Otan, le stationnement de la brigade allemande en Lituanie prévoit l'arrivée de 5 000 personnes – 4 800 soldats et 200 personnels civils, d'ici 2027.

**Présentation de la nouvelle structure de la Bundeswehr.** Le ministre fédéral de la Défense, Boris Pistorius (SPD), avait annoncé peu après son arrivée au ministère sa volonté de le restructurer. La nouvelle structure de commandement reposera sur quatre piliers – terre, mer, air et cyberspace, et un état-major unique, chargé de soutenir les différentes branches de l'armée allemande. L'éventualité du retour du service militaire obligatoire reste sur la table.

**20 nouveaux blindés seront livrés à l'Ukraine.** L'équipementier allemand Rheinmetall a confirmé mardi 9 avril la livraison de 20 véhicules blindés de combat d'infanterie de type Marder à l'Ukraine. La commande des Marder passée par le gouvernement allemand devrait être livrée d'ici la fin de l'année.

**Réunion trilatérale des ministres de l'Économie à Meudon.** Le vice-chancelier et ministre fédéral de l'Économie, Robert Habeck (Alliance 90/Les Verts) et son homologue italien Adolfo Urso, ont été reçus lundi 8 avril par Bruno Le Maire pour discuter de la politique industrielle européenne. Le but de la rencontre était d'échanger sur les « leviers pour stimuler la productivité grâce aux technologies vertes et numériques », peut-on lire sur le [site](#) du ministère de l'Économie et des Finances. La première réunion trilatérale de ce type avait eu lieu à Berlin le 26 juin sur le thème des matières critiques, et une autre discussion entre les trois partenaires avait eu lieu à Rome fin octobre sur l'intelligence artificielle.

**L'heure est à la conciliation dans le secteur aérien.** Après plusieurs grèves en début d'année, l'été s'annonce plus calme dans le secteur aérien en Allemagne. Le syndicat ver.di a accepté les recommandations de conciliation lors des dernières négociations salariales impliquant 25 000 salariés du secteur, dimanche dernier. Les augmentations salariales, échelonnées en trois temps, ont été consenties par l'association patronale BDLS.

**Augmentation de la criminalité en 2023.** Les infractions pénales ont augmenté de 5,5 % par rapport à 2022. L'augmentation s'expliquerait par trois facteurs, selon l'office fédéral de la police criminelle (BKA) repris dans le [tagesschau](#): les conséquences de la pandémie de COVID-19, l'inflation élevée et une forte immigration sur une courte période pouvant entraîner une moins bonne intégration. Dans ce dernier cas, les facteurs de risque pour un passage à l'acte seraient les conditions de vie dans les centres de premier accueil, l'insécurité économique et les expériences antérieures de la violence.

PARLEMENT,  
PARTIS,  
PERSONNES



**Inquiétudes quant à l'élection de Pellegrini en Slovaquie.** Le député Norbert Röttgen (CDU), expert en relations internationales du groupe parlementaire, remet en question l'appartenance de la Slovaquie à l'Union européenne après l'élection de Peter Pellegrini, candidat prusse, à la tête de cet État d'Europe centrale. « L'UE ne doit pas et ne peut pas continuer à tolérer cela », affirme Röttgen. Même son de cloche chez les Verts allemands, où le député Anton Hofreiter, président de la commission des Affaires européennes au Bundestag, a demandé que des « signaux d'alarme forts » soient envoyés de Berlin et Bruxelles.

LE CHIFFRE



**1 051**

**Ce serait, selon le gouvernement fédéral, le nombre d'individus appartenant à des groupuscules d'extrême droite et étant titulaire d'un port d'arme.** Ces statistiques datant de 2022 révèlent que le désarmement des groupuscules progresse lentement. Seulement 400 personnes se sont vu retirer ou ont renoncé à leur permis de port d'arme. Parmi les 1 051 personnes identifiées, 400 appartiendraient au groupe des « Reichsbürger », une mouvance ne reconnaissant pas la République fédérale d'Allemagne et ses structures démocratiques.